



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.573/4
du 22 décembre 2021

advies 70.573/4
van 22 december 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à l'évaluation dans la Fonction
publique fédérale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
evaluatie in het federaal
openbaar ambt'

Le 30 novembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'évaluation dans la Fonction publique fédérale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 décembre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 décembre 2021.

*

Op 30 november 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 december 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 december 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il convient également de mentionner les arrêtés royaux, modifiés par les articles 55 à 81 du projet, et les arrêtés ministériels, abrogés par les articles 83 à 86 du projet, sous réserve de l'observation formulée sous les articles 83, 84 et 86.
2. À l'alinéa 8, il y a lieu de remplacer les mots « 30 juin 2021 » par les mots « 25 juin 2021 ».

DISPOSITIF

Article 2

1. Les articles 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 32, alinéa 1^{er}, 33, alinéa 2, 38, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et 43, § 2, du projet, utilisent la notion de jours ouvrables. Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, l'expression « jour ouvrable » exclut le dimanche et les jours fériés légaux mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable ¹.

Si l'intention de l'auteur du projet était de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il conviendrait de compléter ce texte par une disposition indiquant que la notion de jour ouvrable désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux ².

2. L'arrêté en projet n'a pas vocation à s'appliquer aux militaires.

¹ Voir par exemple C.E. (8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret.

² Voir l'article 2, alinéa 1^{er}, 19^o, de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 'relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale', abrogé par l'article 82 du projet.

À l'instar d'autres arrêtés royaux³, mieux vaut donc compléter l'article en projet par l'alinéa suivant :

« L'expression 'membre du personnel' visée dans les définitions des 9°, 10° et 12° de l'alinéa 1^{er} se comprend comme 'membre du personnel civil' lorsqu'elle concerne le ministère de la Défense ».

Article 5

À l'alinéa 4, il convient de remplacer les mots « dans l'arrêté royal » par les mots « dans le présent arrêté royal ».

Article 6

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « § 1^{er}, 1° » par les mots « § 1^{er}, alinéa 2, 1° ».

Article 7

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, prévoit que les objectifs de prestations doivent être compatibles avec l'exercice des prérogatives syndicales telles qu'elles sont définies par la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' et l'arrêté royal du 28 septembre 1984 'portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités'.

Selon le rapport au Roi,

« Le cas échéant, les objectifs de prestations sont compatibles avec l'exercice des prérogatives syndicales telles qu'elles sont définies par la loi du 19 décembre 1974 précitée et l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi (Art. 7, § 1^{er}). À l'instar de ce qui précède, il faut tenir compte lors de la fixation des objectifs du membre du personnel, par exemple, de sa désignation comme personne de confiance dans le cadre de la loi Bien-être au travail ».

Pour ce qui concerne ce dernier point, il y a donc lieu de compléter l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er}.

2. Aux paragraphes 2 et 3, il convient de remplacer les mots « § 1^{er}, 1° » et les mots « § 1^{er}, 2° » respectivement par les mots « § 1^{er}, alinéa 2, 1° » et les mots « § 1^{er}, alinéa 2, 2° ».

³ Voir l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 ; voir également l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale' et l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

3. Aux paragraphes 4 et 5, il convient de remplacer les mots « de l'article 7, § 2 » et les mots « L'article 7, § 1^{er} » respectivement par les mots « du paragraphe 2 » et les mots « Le paragraphe 1^{er} ».

Article 16

De l'accord de la déléguée de la Ministre, à l'alinéa 2, les mots « du cycle d'évaluation visé à l'article 7, § 1^{er} et § 2 » seront remplacés par les mots « du cycle d'évaluation visé à l'article 8, alinéa 1^{er} ».

Article 22

De l'accord de la déléguée de la Ministre, à l'alinéa 2, les mots « alinéa 3, » seront omis.

Article 24

Au 7°, il convient de remplacer les mots « les observations du membre du personnel » par les mots « ses observations et remarques écrites ».

Article 26

Selon l'alinéa 3, le rôle linguistique ou le régime linguistique du membre du personnel détermine la section d'expression française ou néerlandaise de la commission d'évaluation devant laquelle il comparait.

Dans les services locaux, le régime linguistique des membres du personnel est fixé par l'article 15, § 1^{er}, des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966. Il en est de même pour ce qui concerne le régime linguistique des membres du personnel dans les services régionaux ⁴.

Par contre, dans les services centraux, le rôle linguistique des membres du personnel est déterminé par les articles 43, § 4, et 43^{ter}, § 5, de ces mêmes lois coordonnées.

Il convient dès lors de remplacer les mots « conformément à l'article 15, § 1^{er} » par les mots « conformément aux articles 15, § 1^{er}, 43, § 4, et 43^{ter}, § 5 ».

⁴ Voir l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, de ces mêmes lois coordonnées.

Article 30

À l'alinéa 4, mieux vaut remplacer les mots « ou tout autre intervenant visé à l'article 2 » par les mots « ou tout autre intervenant visé à l'article 2, 6° à 17° ».

Article 31

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « commission de recours » seront remplacés par les mots « commission d'évaluation ».

Article 33

À l'alinéa 2, il convient de remplacer les mots « Il motive sa décision et la communique » par les mots « Il communique sa décision ».

En effet, la décision d'évaluation est soumise à la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Il n'est dès lors pas nécessaire de rappeler que le fonctionnaire dirigeant doit motiver sa décision ⁵.

Article 34

Selon la déléguée de la Ministre, la période de quatre ans sera prolongée si elle ne compte pas au minimum deux cents quarante jours prestés.

Cette précision ne figure pas dans l'alinéa 2. Il convient dès lors de le compléter.

Article 38

L'alinéa 2 du paragraphe 2 prévoit un certain nombre d'exceptions à la règle fixée à l'alinéa 1^{er} de ce paragraphe, selon lequel les périodes d'absence en cours de stage entraînent une prolongation de celui-ci, dès lors qu'elles dépassent en une ou plusieurs fois trente jours ouvrables même si le stagiaire est dans la position d'activité de service.

⁵ Voir l'article 32, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de l'arrêté royal du 24 septembre 2013.

Or, le congé pour l'exercice d'une fonction dans un secrétariat, d'une cellule stratégique, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale d'un membre du Gouvernement fédéral visé au 4° de l'alinéa 2 est, contrairement aux congés, absences et dispenses de service visés à l'alinéa 2, 1° à 3°, lesquels sont tous de courte durée ⁶, susceptible de durer pendant toute ou presque toute la durée du stage.

Par ailleurs, d'autres congés qui entrent en ligne de compte pour le calcul des trente jours ouvrables, comme par exemple le congé de maternité, le congé parental et le congé de paternité ⁷, sont d'une durée nettement inférieure à celle du congé prévu à l'alinéa 2, 4°.

Par conséquent, il convient de compléter le rapport au Roi afin de justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 43

Mieux vaut omettre l'alinéa 2 du paragraphe 3 car il fait double emploi avec l'article 47, alinéa 2.

Articles 46 à 48

Afin d'assurer une unité de terminologie ⁸, il convient :

– à l'article 46, alinéa 2, de remplacer le mot « nommé » par les mots « admis au stage » ;

– aux articles 47, alinéa 1^{er}, 2°, et 48, § 2, 2°, de remplacer les mots « proposition de nomination » par les mots « proposition d'admission au stage ».

⁶ Il s'agit du congé annuel de vacances (1°), des jours énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 'déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés' ainsi que le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre, des congés de circonstances et de certains congés exceptionnels (2°) et de certains congés syndicaux pour participer à des travaux des comités de négociation et de concertation et des dispenses de service en vue de l'exercice de certaines prérogatives syndicales ou pour participer aux réunions organisées dans les locaux par les organisations syndicales représentatives (3°).

⁷ L'article 11 de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil' interdit notamment tout traitement moins favorable des travailleurs au motif qu'ils ont pris un congé parental ou un congé de paternité. La même interdiction vaut pour les travailleuses qui ont pris un congé de maternité (article 3 de la directive 76/207/CEE du Conseil du 9 février 1976 'relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail', transposée par la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes').

⁸ Voir les articles 33, § 2, alinéa 2, et 37, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État'.

Article 51

À l'alinéa 4, les mots « commission de recours en matière d'évaluation compétente » seront remplacés par les mots « commission d'évaluation ».

Article 52

De l'accord de la déléguée de la Ministre, compte tenu du fait que le titre II (articles 5 à 36 du projet) ne s'appliquent pas aux stagiaires, l'alinéa 1^{er} sera omis.

Articles 53 et 54

1. Les dispositions transitoires qui se justifient par la suppression du régime ancien, prennent logiquement place après les dispositions abrogatoires, donc après l'actuel titre VI ⁹.
2. À l'article 54, alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « l'entrée en vigueur de l'arrêté royal » par les mots « l'entrée en vigueur du présent arrêté royal ». En outre, dans la version française, il convient de remplacer les mots « ou soit des articles 43 et 46 » par les mots « soit des articles 43 et 46 ».

Articles 55 et suivants

Il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par les arrêtés modifiés et abrogés.

Article 57

Dans la version française, il convient de remplacer les mots « avoir obtenu la mention 'insuffisant' » par les mots « ni avoir obtenu la mention 'insuffisant' ».

Article 61

Il y a lieu de remplacer les mots « À l'article 8, alinéas 2 et 4 » par les mots « À l'article 8, alinéa 2 » et de compléter l'article par l'alinéa suivant :

« À l'alinéa 4 du même article, les mots 'articles 10/2 et 10/3 de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale' sont remplacés par les mots 'articles 38 et 39, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du (...) relatif à l'évaluation dans la Fonction publique fédérale' ».

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 145.

Article 80

Les mots « visée à l'article 7, § 2, du présent arrêté royal » doivent être remplacés par les mots « visée à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du (...) relatif à l'évaluation dans la Fonction publique fédérale ».

Articles 83, 84 et 86

Contrairement aux autres dispositions abrogées, les articles 83, 84 et 86 tendent à abroger des dispositions qui n'ont pas de caractère réglementaire car elles se limitent à fixer la composition des différentes commissions de recours en matière d'évaluation.

Compte tenu des dispositions transitoires prévues aux articles 53 et 54, mieux vaut omettre ces articles.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Ook de koninklijke besluiten die bij de artikelen 55 tot 81 van het ontwerp gewijzigd worden, en de ministeriële besluiten die bij de artikelen 83 tot 86 van het ontwerp opgeheven worden, dienen te worden vermeld onder voorbehoud van de onder de artikelen 83, 84 en 86 gemaakte opmerkingen.

2. In het achtste lid dienen de woorden “30 juni 2021” vervangen te worden door de woorden “25 juni 2021”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de artikelen 14, § 1, eerste lid, 32, eerste lid, 33, tweede lid, 38, § 2, eerste en tweede lid en 43, § 2, van het ontwerp wordt het begrip “werkdagen” gebruikt. Volgens een vaste rechtspraak dekt de uitdrukking “werkdagen” behoudens andersluidende bepaling niet de zondagen en de wettelijke feestdagen, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen¹.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om de zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, verdient het aanbeveling om deze tekst aan te vullen met een bepaling waarin wordt vermeld dat met het begrip “werkdagen” verwezen wordt naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn².

2. Het ontworpen besluit is niet bedoeld om van toepassing te zijn op de militairen.

¹ Zie bijvoorbeeld RvS (VIIIe kamer), 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret.

² Zie artikel 2, eerste lid, 19°, van het koninklijk besluit van 24 september 2013 ‘betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt’, dat opgeheven wordt bij artikel 82 van het ontwerp.

Naar het voorbeeld van andere koninklijke besluiten³, is het dan ook beter het ontworpen artikel aan te vullen met het volgende lid:

“Onder de term “personeelslid” die gebruikt wordt in de definities van het eerste lid, 9°, 10° en 12°, moet “lid van het burgerpersoneel” worden begrepen wanneer die term betrekking heeft op het ministerie van Defensie”.

Artikel 5

In het vierde lid dienen de woorden “in het koninklijk besluit” vervangen te worden door de woorden “in dit koninklijk besluit”.

Artikel 6

In paragraaf 2, eerste lid, dienen de woorden “§ 1, 1°” vervangen te worden door de woorden “§ 1, tweede lid, 1°”.

Artikel 7

1. Paragraaf 1, derde lid, bepaalt dat de prestatiedoelstellingen verenigbaar moeten zijn met de uitoefening van de vakbondsprerogatieven zoals omschreven in de wet van 19 december 1974 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’ en het koninklijk besluit van 28 september 1984 ‘ter uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’.

In het verslag aan de Koning staat het volgende:

“In voorkomend geval zijn de prestatiedoelstellingen verenigbaar met de uitoefening van de vakbondsprerogatieven zoals omschreven in voornoemde wet van 19 december 1974 en het koninklijk besluit van 28 september 1984 ter uitvoering van deze wet. (Art. 7, § 1). Evenals bij het bovenstaande moet bij de vaststelling van de doelstellingen voor het personeelslid rekening worden gehouden met, bijvoorbeeld, zijn of haar aanwijzing als vertrouwenspersoon in het kader van de Wet welzijn op het werk.”

Wat dat laatste punt betreft, dient het derde lid van paragraaf 1 dan ook aangevuld te worden.

2. In de paragrafen 2 en 3 dienen de woorden “§ 1, 1°” en de woorden “§ 1, 2°” respectievelijk vervangen te worden door de woorden “§ 1, tweede lid, 1°” en de woorden “§ 1, tweede lid, 2°”.

³ Zie artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 september 2013 ; zie ook artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’ en artikel 2, tweede lid van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

3. In de paragrafen 4 en 5 dienen de woorden “van artikel 7, § 2” en de woorden “Artikel 7, § 1” respectievelijk vervangen worden door de woorden “van paragraaf 2” en de woorden “Paragraaf 1”.

Artikel 16

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, in het tweede lid, de woorden “van de in artikel 7, § 1 en § 2 bedoelde evaluatiecyclus” moeten worden vervangen door de woorden “van de evaluatiecyclus bedoeld in artikel 8, eerste lid”.

Artikel 22

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het tweede lid de woorden “derde lid” moeten vervallen.

Artikel 24

In de bepaling onder 7° dienen de woorden “de opmerkingen van het personeelslid” te worden vervangen door de woorden “zijn schriftelijke aanmerkingen en opmerkingen”.

Artikel 26

Volgens het derde lid bepaalt de taalrol of het taalstelsel van het personeelslid, of hij voor de Franstalige of de Nederlandstalige afdeling van de evaluatiecommissie verschijnt.

In de plaatselijke diensten is de taalregeling van de personeelsleden vastgesteld in artikel 15, § 1, van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, gecoördineerd op 18 juli 1966. Dat is ook zo voor de taalregeling van de personeelsleden in de gewestelijke diensten⁴.

In de centrale diensten wordt de taalrol van de personeelsleden daarentegen bepaald door de artikelen 43, § 4, en 43ter, § 5, van diezelfde gecoördineerde wetten.

De woorden “overeenkomstig artikel 15, § 1” dienen dan ook te worden vervangen door de woorden “overeenkomstig de artikelen 15, § 1, 43, § 4, en 43ter, § 5”.

⁴ Zie artikel 38, § 1, tweede lid, van diezelfde gecoördineerde wetten.

Artikel 30

In het vierde lid zouden de woorden “of elke andere in artikel 2 bedoelde betrokkene” beter worden vervangen door de woorden “of elke andere in artikel 2, 6° tot 17°, bedoelde betrokkene”.

Artikel 31

In paragraaf 1, eerste lid, moet het woord “beroepscommissie” worden vervangen door het woord “evaluatiecommissie”.

Artikel 33

In het tweede lid dienen de woorden “Hij motiveert zijn beslissing en deelt deze mee” te worden vervangen door de woorden “Hij deelt zijn beslissing mee”.

De evaluatiebeslissing valt namelijk onder de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’. Het is dan ook overbodig nogmaals te vermelden dat de leidend ambtenaar zijn beslissing moet motiveren.⁵

Artikel 34

Volgens de gemachtigde van de minister zal de periode van vier jaar worden verlengd als ze niet ten minste tweehonderdveertig gewerkte dagen telt.

Die precisering staat niet in het tweede lid. Dat lid dient dus te worden aangevuld.

Artikel 38

Het tweede lid van paragraaf 2 voorziet in een bepaald aantal uitzonderingen op de in het eerste lid van die paragraaf vastgestelde regel dat de periodes van afwezigheid gedurende de stage een verlenging van deze stage tot gevolg hebben zodra ze, in een of verschillende malen, meer dan dertig werkdagen bedragen, zelfs als de stagiair in de stand van dienstactiviteit is.

⁵ Zie artikel 32, eerste lid, tweede zin, van het koninklijk besluit van 24 september 2013.

Het verlof voor de uitoefening van een functie binnen een secretariaat, een beleidscel, de cel algemene beleidscoördinatie of een cel algemeen beleid van een lid van de federale regering, waarnaar punt 4° van het tweede lid verwijst, kan echter (bijna) heel de looptijd van de stage duren, in tegenstelling tot de verloven, afwezigheden en dienstvrijstellingen vermeld in het tweede lid, 1° tot 3°, die alle van korte duur zijn.⁶

Voorts duren andere verloven die meetellen bij de berekening van de dertig werkdagen, zoals bijvoorbeeld moederschapsverlof, ouderschapsverlof en vaderschapsverlof,⁷ duidelijk minder lang dan het verlof bedoeld in het tweede lid, 4°.

Het verslag aan de Koning moet bijgevolg worden aangevuld zodat dat verschil in behandeling wordt gerechtvaardigd ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

Artikel 43

Aangezien het tweede lid van paragraaf 3 artikel 47, tweede lid, overlapt, zou het beter worden weggelaten.

Artikelen 46 tot 48

Omwille van de eenheid van terminologie⁸ dient men:

- in artikel 46, tweede lid, de woorden “benoemd worden” te vervangen door de woorden “toegelaten worden tot de stage”;
- in de artikelen 47, eerste lid, 2°, en 48, § 2, 2°, de woorden “voorstel tot benoeming” te vervangen door de woorden “voorstel tot toelating tot de stage”.

⁶ Het gaat om het jaarlijks vakantieverlof (1°), de dagen opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 ‘tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen’ alsook 2 november, 15 november en 26 december, het omstandigheidsverlof en sommige uitzonderlijke verloven (2°) en sommige vakbondsverloven om te kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de onderhandelings- en overlegcomités en de vrijstellingen van dienst om vakbondsbevoegdheden uit te oefenen of om deel te nemen aan de vergaderingen die de representatieve vakorganisaties in de lokalen beleggen (3°).

⁷ Artikel 11 van richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’ verbiedt onder meer dat werknemers die ouderschaps- of vaderschapsverlof hebben opgenomen, op grond daarvan minder gunstig worden behandeld. Hetzelfde verbod geldt voor werknemers die moederschapsverlof hebben opgenomen (artikel 3 van richtlijn 76/207/EEG van de Raad van 9 februari 1976 ‘betreffende de tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen en ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden’, omgezet bij de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’).

⁸ Zie de artikelen 33, § 2, tweede lid, en 37, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijks personeel’.

Artikel 51

In het vierde lid moeten de woorden “bevoegde beroepscommissie inzake evaluatie” worden vervangen door de woorden “evaluatiecommissie”.

Artikel 52

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het eerste lid moet worden weggelaten, aangezien titel II (artikelen 5 tot 36 van het ontwerp) niet van toepassing is op stagiairs.

Artikelen 53 en 54

1. De overgangsbepalingen die het gevolg zijn van de opheffing van de oude regeling, komen logischerwijs na de opheffingsbepalingen, dus na de huidige titel VI.⁹
2. In artikel 54, eerste lid, dienen de woorden “de inwerkingtreding van het koninklijk besluit” te worden vervangen door de woorden “de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit”. Voorts moeten de woorden “ou soit des articles 43 et 46” in de Franse tekst worden vervangen door de woorden “soit des articles 43 et 46”.

Artikelen 55 en volgende

Men dient de nog geldende wijzigingen te vermelden die in de gewijzigde en opgeheven besluiten zijn aangebracht.

Artikel 57

In de Franse tekst dienen de woorden “avoir obtenu la mention ‘insuffisant’” te worden vervangen door de woorden “ni avoir obtenu la mention ‘insuffisant’”.

Artikel 61

De woorden “In artikel 8, tweede en vierde lid” dienen te worden vervangen door de woorden “In artikel 8, tweede lid”. Het artikel moet voorts worden aangevuld met het volgende lid:

“In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de woorden ‘artikelen 10/2 en 10/3 van het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 145.

ambt' vervangen door de woorden 'artikelen 38 en 39, eerste lid, van het koninklijk besluit van (...) betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt'".

Artikel 80

De woorden "bedoeld in artikel 7, §2, van dit koninklijk besluit" moeten worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van (...) betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt".

Artikelen 83, 84 en 86

In tegenstelling tot de andere opgeheven bepalingen, hebben de bepalingen die bij de artikelen 83, 84 en 86 worden opgeheven geen verordenend karakter, aangezien ze niet meer doen dan de samenstelling bepalen van de verschillende beroepscommissies inzake evaluatie.

Gelet op de overgangsbepalingen waarin de artikelen 53 en 54 voorzien, is het beter die artikelen weg te laten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET